

ARRETE n° 138 - 2024

DECISION S'OPPOSANT A LA DECLARATION PREALABLE
au nom de la commune de VILLAZ,

1A 193 134 9300 4

Dossier n° DP07430324X0061		
Date de dépôt :	11/06/2024	Surface de plancher créée : m ²
Affichage avis de dépôt :	11/06/2024	
Complété le :	/	
Demandeur :	THABUIS Philippe	Nombre de logements créés :
Demeurant à :	251 Route du Crêt de Paris 74370 Villaz	
Pour :	Abri jardin	Destination :
Adresse du terrain :	0251 ROUTE DU CRET DE PARIS 74370 VILLAZ	
Référence cadastrale :	0B-4211	

Le Maire,

VU la demande de déclaration préalable susvisée,

VU le Code de l'urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20/02/2020 mis à jour le 12/03/2020, ;

VU la délibération du 28 juin 2018 n° 2018-342 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacements Urbains (PLUI HD) du Grand Annecy,

VU la délibération du 25 mars 2021 n° DEL-2021-59 PLUI du Grand Annecy – compléments à la délibération de prescription du 28 juin 2018,

VU les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable du futur plan local d'urbanisme intercommunal ont été débattues au conseil communautaire du Grand Annecy le 29 juin 2023,

VU la carte des aléas notifiée par le Préfet en date du 03/02/2006, ;

VU la réglementation du document d'urbanisme en vigueur applicable au projet : Ub3,

CONSIDÉRANT que l'article 4-3-2 du PLU concernant l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété n'est pas respecté,

CONSIDÉRANT que les conditions d'une adaptation mineure ne sont pas réunies (article L152-3 du code de l'urbanisme),

Qu'ainsi les travaux projetés ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires,

En application de **l'article L 421-7 du Code de l'urbanisme,**

ARRÊTE

Article 1 - Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Le 19/06/2024

Le Maire,

Christian MARTINOD



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux.